



## Assemblée générale 2018 de R.E.D. Rapport de réunion 14 juin 2018 – Bruxelles (B)

---

Convoquée par courriels du 24 mai 2018, l'Assemblée générale s'est réunie le 14 juin 2018 dans les locaux de la Maison du Luxembourg belge, rue du Luxembourg 37 à Bruxelles. Elle débute à 14h35 sous la présidence de Gérard Peltre et en présence de Marie-Noël Neven, Directrice. L'Assemblée Générale est en nombre pour statuer valablement.

Le Président, Gérard Peltre, ouvre la réunion et soumet l'ordre du jour à l'approbation des participants. L'ordre du jour est validé. Il propose ensuite un tour de table de présentation des différents membres présents.

Il rappelle ensuite le cadre opérationnel de l'action de R.E.D. Il remercie la Wallonie pour son soutien financier et la confiance qu'accorde tout particulièrement cette région à l'action de R.E.D. et de son Atelier transfrontalier (ATEAR).

Il précise ensuite les objectifs stratégiques et politiques de l'action de R.E.D. , soit un « Agenda Rural Européen » et un « Interfonds » pour financer les stratégies de développement durable de la diversité des territoires ruraux. L'Interfonds attendu reprend le principe du plurifonds que R.E.D. défendait déjà. Mais il doit être inscrit, dans les accords de partenariat, dans un cadre financier usuel et non plus optionnel. Il devra être ainsi adossé à une gouvernance européenne via un Collège des Commissaires et à une gouvernance au niveau des Etats Membres par l'intermédiaire des autorités avec lesquelles les accords de partenariat seront signés.

Les lignes fondatrices de l'action de R.E.D. sont également rappelées:

- Echanges réguliers avec la Commission Européenne et propositions par anticipation, en suivant les différentes phases de ses consultations : PAC, emplois et cohésion sociale...
- Renforcement du M.E.R. et de l'approche collaborative en faveur d'un soutien au développement territorial intégré et durable de la diversité des territoires ruraux, de la reconnaissance et de la mobilisation convergente de tous les acteurs : 20 organisations européennes s'inscrivent aujourd'hui dans l'action du M.E.R.
- Renforcement de l'alliance et de l'action conjointe avec les différentes Instances Européennes en faveur d'un Agenda Rural Européen et d'un Interfonds: Comité Européen des Régions par la co-organisation d'un séminaire chaque année au moins, Parlement Européen et l'Inter groupe RUMRA (Zones rurales, de montagnes et isolées créé sous l'impulsion du M.E.R.).
- Mobilisation des organisations nationales sur les options politiques et stratégiques de R.E.D. : organisation de séminaires opérationnels, participation à des conférences, nombreux soutiens déjà obtenus à l'Agenda Rural Européen.
- Test des options de l'Agenda Rural à l'échelle de la Grande Région via les actions menées par l'ATEAR : Grand-Duché du Luxembourg, Lorraine, Rhénanie-Palatinat, Sarre, Wallonie.

Il insiste ensuite, comme cela avait déjà été précisé au Conseil d'Administration, sur la nécessité de faire évoluer le modèle économique de R.E.D. en :

- diversifiant les ressources budgétaires sans tomber dans le travers d'un fonctionnement en bureau d'étude.
- renforçant les partenariats et la mutualisation des moyens avec des organisations nationales et européennes qui soutiennent les options stratégiques et politiques de R.E.D.
- continuant à maîtriser les dépenses de fonctionnement.

Il invite ensuite la directrice, Marie-Noël Neven, à présenter le rapport annuel d'activité.

## 1. Année 2017

### 1.1 Présentation du rapport d'activités 2017

Le rapport d'activités 2017, remis à chacun, est présenté par Marie-Noël Neven. Le premier volet européen permet de passer en revue toutes les actions et coopérations menées auprès des Institutions européennes. 2017 fut une année riche, tournée, entre autres, sur la réforme de la politique agricole commune et le soutien à l'Agenda Rural Européen. Le second volet a tracé les grandes lignes des projets menées sur le territoire de la Grande Région.

### 1.2 Approbation du rapport d'activités 2017

Le rapport est validé à l'unanimité.

### 1.3 Présentation des comptes 2017 et rapport du réviseur aux comptes

En l'absence de Alain Delchef, trésorier, Marie-Noël Neven lit le rapport transmis par ce dernier et son analyse comptable. Les comptes 2017 présentent un mali de 4368,74 euros, en raison d'un changement de validation des justificatifs liés aux subventions en Wallonie.

Il est également fait lecture du rapport du réviseur des comptes Go-Gestion et du rapport du Comité de surveillance des comptes qui s'est réuni le 18 mai 2018. Ces deux rapports font état d'une gestion saine des comptes tout en pointant la nécessité de rester vigilant quant à l'équilibre à préserver.

### 1.4 Approbation des comptes 2017

Les comptes sont approuvés à l'unanimité.

### 1.5 Décharge aux administrateurs

Décharge est donnée aux administrateurs à l'unanimité.

## 2. Elections au Conseil d'Administration

### 2.1 Présentation des candidatures au Conseil d'Administration

Dix mandats d'administrateurs sont arrivés à leur terme. Il s'agit des mandats suivants : Peltre Gérard (F), Instituto de Desarrollo Comunitario (E), Trame (B), Union Nationale des Maisons Familiales Rurales (F), Association des Maires ruraux de France (F), Université de Liège, Département des Sciences (B), Coldiretti (IT), Laboratoire Gaia/Université de Florence (I), Qualité-Village-Wallonie (B), Alfons Hausen (A).

En vertu de la procédure en vigueur, les administrateurs concernés ont été informé du terme de leur mandat et invité à se positionner quant à leur renouvellement éventuel. Trois administrateurs ont souhaité ne pas se représenter. Il s'agit des administrateurs suivants : Laboratoire Gaia/Université de Florence (I), Qualité-Village-Wallonie (B), Alfons Hausen (A).

Les candidatures de Mesdames Véronique Dehou, membre du Comité de surveillance des comptes et Présidente de la Fédération des Gites de Wallonie, Françoise Erneux, Présidente de la Fédération des Parcs Naturels de Wallonie et de Bernadette Geradin sont proposées. Ces dernières ayant postulé.

## 2.2 Elections

Les candidatures suivantes sont acceptées à l'unanimité et validées :

Peltre Gérard (F), Instituto de Desarrollo Comunitario (E), Trame (B), Union Nationale des Maisons Familiales Rurales (F), Association des Maires ruraux de France (F), Université de Liège, Département des Sciences (B), Coldiretti (IT), Fédération des Gites de Wallonie, Fédération des Parcs Naturels de Wallonie.

La candidature de Mme Bernadette Geradin n'est pas acceptée vu que cette personne n'est actuellement pas membre de R.E.D.

## 2.3 Présentation des candidatures comme membre

Sont proposées, par le CA de R.E.D., en qualité de membres ou association, les candidatures suivantes : Jean-François Teplitzky, le Syndicat Mixte du Sud-Gironde via Hervé Gille président, la ville de St JOSEPH de la Réunion, le CREPS Auvergne-Rhône Alpes - Pôle ressource national des sports de nature. Par ailleurs, les associations ADEC, Qualité-Village-Wallonie et les Jardins de la Nature ainsi que le Professeur Lorig ont souhaité mettre fin à leur cotisation comme membre à partir de 2019.

## 2.4 Elections

Les quatre candidatures sont acceptées à l'unanimité et validées. Il est également pris bonne note des demandes de retrait au titre de membre.

# 3. Année 2018

## 3.1 Programme d'activités

Le programme d'activités 2018 est introduit par Gérard Peltre et présenté par Marie-Noël Neven.

### A. Démarches européennes

Le contexte actuel est fortement marqué par les discussions sur le budget que le Président invite à lire, voire relire. En effet, les propositions budgétaires sont inspirantes pour l'avenir de l'Europe et vont dans le sens de plus d'Europe, même si sur le plan politique certaines d'entre elles sont plus inquiétantes.

Les derniers mois ont montrés qu'une tendance vers deux politiques communes, Agricole et de Cohésion, se dessine, construite chacune avec un cadre propre. Or, le cadre stratégique est essentiel. La DG Agri a travaillé avec un objectif fixé et une volonté affichée de finaliser ses propositions dans un calendrier maîtrisé. La DG Regio a visiblement travaillé de manière plus dispersée et dans l'urgence. Ces deux approches n'ont pas facilité la concertation transversale même si les intentions sont là.

Aujourd'hui, nous sommes donc entrés dans une aire de dialogue avec l'Union européenne où les Etats Membres sont en ligne de mire. Il faut que les Etats Membres montrent de vraies ambitions. Il est donc primordial de poursuivre le travail de communication des orientations politiques de R.E.D. à ce niveau. Chaque membre a un rôle à jouer auprès de ses réseaux nationaux et le travail de sensibilisation dans les Etats Membres sera poursuivi.

Outre les mandats officiels tenus par R.E.D., les relations avec les Institutions européennes se poursuivent et plusieurs rendez-vous importants se sont concrétisés ces derniers mois et sont programmés pour le dernier trimestre, comme en atteste la présentation.

- Comité européen des Régions : poursuite du partenariat engagé depuis plusieurs années maintenant (colloque du 19/3/2018 sur l'Interfonds).

- Comité Economique et social européen : participation aux Journées de la Société civile et au groupe de liaison.

- RUMRA : malgré une dynamique propre, l'Intergroupe poursuit son travail. La Résolution, votée au sein de la Commission Régi, sera mise à l'ordre du jour d'une session plénière début juillet ; petit-déjeuner autour d'Eric Andrieu et Tibor Syanzi, organisé le 3 mai dernier.

- Mouvement européen de la Ruralité : la plateforme collaborative du M.E.R. regroupe aujourd'hui 20 associations qui se réunissent régulièrement dans une approche de construction participative (dernière communication en réponse à la communication sur la PAC ; signature le 5 juillet du texte de l'Alliance Cohésion au Comité européen des Régions).

## B. Projet Eco-Social Village

R.E.D. poursuit son implication dans le projet-pilote « Smart Eco-Social Village » qui comprend quatre phases (revue de la littérature, bonnes pratiques, case studies, conclusions) et a comme objectif final de proposer une définition du « concept ». Proposé comme « indicateur » dans les propositions de la DG Agri sur l'avenir de la PAC, le Smart Rural est au cœur du réacteur. Le digital est un moyen et non pas une obligation.

## C. Projets interrégionaux

Le travail de synergie et coopération sur le territoire de la Grande Région se poursuit et s'intensifie avec le projet de mise en œuvre du Centre de Référence de la Ruralité en Grande Région pour lequel un Forum est organisé le 15 juin à Bastogne.

Le projet sur la revitalisation harmonieuse des centres de villages et petites villes entrent dans sa phase de conclusions. L'événement de clôture est annoncé pour octobre 2018.

Dans le cadre de l'année européenne du patrimoine, un événement sera organisé en novembre 2018, en partenariat avec le Service des Sites et Monuments nationaux.

## D. Communication de R.E.D.

Une réflexion sur la communication a été entamée : révision du site internet, plaquette de présentation de l'association, charte graphique. En raison du délai contractuel lié à l'hébergeur, le nouveau site internet est déjà visible et est montré en séance. Des modifications sont encore à apporter, entre autres dans l'actualisation de certains textes ou liens. Le support doit vivre au quotidien. Il est décidé de profiter de ce travail pour entamer une réflexion sur l'évolution du logo.

## E. Personnel

Concernant le personnel, il est rappelé que les frais sont en partie couverts par des aides à l'emploi de la Wallonie perçues via ATEAR. Le solde est couvert par une convention de coopération annuelle entre ATEAR et R.E.D. Une réforme des aides à l'emploi est actuellement en discussion par la Wallonie et celle-ci aura très certainement des conséquences sur le budget de R.E.D. à l'horizon 2020-2022.

Pour des raisons de visibilité et de transparence, il est conseillé de transférer les emplois directement vers R.E.D. dont le statut d'association internationale est compatible avec les aides à l'emploi (ce qui n'était pas le cas préalablement). Des discussions sont engagées en ce sens avec les autorités wallonnes et les personnes compétentes. Les administrateurs invitent le Président et la Directrice à poursuivre les discussions et démarches.

Par ailleurs, si R.E.D. a la possibilité d'étendre son nombre de points, la solution sera envisagée. En effet, le personnel actuel représente une quantité de points supérieure à celle effective.

### 3.2 Budget 2018

Marie-Noël Neven présente le projet de budget 2018, à l'équilibre. Il est remarqué que les recettes annoncées sont déjà largement encaissées. Ceci est de bon augure pour l'équilibre du budget 2018. Les cotisations 2018 commencent à rentrer.

En vertu de la conjoncture institutionnelle en Wallonie et de la réforme des points APE en ligne de mire, il est conseillé de réfléchir et de travailler sur le modèle économique de R.E.D., plus ouvert, et d'organiser un groupe de travail sur ce thème.

### 3.3 Approbation du projet de budget 2018

Le projet de budget 2018 est validé à l'unanimité.

## 4. Divers

Remboursement des Frais de déplacement des administrateurs: il a été rappelé (suivant en cela l'expression du CA de RED) qu'il s'agit là d'une option normale, en particulier pour les charges récurrentes liées à l'exercice de la présidence, dès lors que cela est compatible avec les capacités budgétaires de l'association.

Il a été décidé sur proposition du CA, compte tenu du contexte budgétaire général<sup>1</sup> que seuls les frais de mission (transports et hôtel dès lors que cela est impératif à l'exercice de la mission), explicitement liés à un projet subventionné, pourront être remboursés lors d'une mission confiée officiellement à un administrateur.

Gérard Peltre remercie les participants pour leurs contributions et clôture la séance à 17H15.



Gérard PELTRE  
Président

---

<sup>1</sup> Evolutions du système de financement des aides à l'emploi en Wallonie (Points APE), nécessité d'ajuster le modèle économique de R.E.D. tel que préconisé par le Président